

PRESS RELEASE

Une agence de l'ONU reporte l'action contre un scandale du marché du carbone

30 Juillet 2010. Une coalition d'ONG écologistes ont reproché au bureau exécutif du MDP de repousser l'action nécessaire et immédiate contre un jeu spéculatif dangereux, à cause des conflits d'intérêt en son sein. Un rapport qui devrait être publié ce soir sur les projets HFC-23 controversés, reflètera l'insistance des Japonais, des Chinois et des Indiens membres du bureau, de continuer sur l'ancienne méthodologie pourtant erronée.

Les crédits carbone pour la destruction de HFC23, un gaz très polluant pour l'effet de serre, représentent plus de la moitié des 420 millions de crédits émis à ce jour. Ces projets MDP paient 60 à 75 fois plus que leur coût réels, c'est à dire qu'ils permettent de jeux bénéfiques. Les ONG écologistes ont démontré de façon Claire que les fabricants de gaz trichent pour profiter d'une lacune du système, c'est à dire qu'ils augmentent artificiellement le volume des gaz brûlés. C'est la raison pour laquelle ils ont proposé une révision de la méthodologie. Ce sujet a été discuté par le bureau exécutif cette semaine, et la conclusion sera publiée ce soir

Alors que le président du bureau des méthodologies, Lex de Jonge, recommandait de bloquer cette méthodologie avec effet immédiat, et d'envoyer un signal selon lequel le bureau prenait au sérieux les questions soulevées, plusieurs membres du bureau ont prétendu que l'action n'était pas nécessaire.

Malgré le fait que le bureau des méthodologies a bien relevé 4 façons différentes de tricher sur l'estimation des crédits, le membre japonais du bureau a prétendu à plusieurs reprises que ce n'était pas du tout une priorité, que la requête des ONG était invalide pour des raisons de procédure, et a même ajouté: "je ne pense pas que la révision est vivante, je pense que nous ferions mieux de la tuer dans l'oeuf"

Le gouvernement japonais est impliqué dans 8 projets HFC-23, et 17 compagnies japonaises en achètent, comme Mitsui&Co, Mitsubishi, et Tokyo electric. C'est le Japon qui a lancé le projet de Ulsan, en Corée du Sud, qui est le premier à demander le renouvellement de sa période d'accréditation de 7 ans supplémentaires. Le projet de Ulsan a généré 1.4 millions de crédits sur la première période, (2003-2010), et devrait en générer encore 2.2 millions de 2010 à 2017, l'équivalent de 3.6 milliards d'euros. Cependant, les données du monitoring montrent que l'usine de Ulsan a trafiqué sa production artificiellement

Ce qui n'a pas empêché M Kuroki de refuser toute amélioration de la méthodologie, disant même que "le problème n'est pas nouveau"

"Un système qui a des failles peut et doit être réparé. Mais refuser de voir les problèmes est inacceptable. Le véritable scandale commence maintenant!" commentait Eva Filzmoser, directrice du CDMWatch, qui était sur place lors de la séance

Le membre chinois du bureau, Maosheng Duan, a insisté pour dire que la proposition de révision n'était pas légitime et qu'il n'y avait pas d'urgence à mettre la méthodologie existante hors service. La Chine héberge 11 des 19 projets HFC-23 enregistrés, et perçoit une taxe de 65 % sur ces crédits, ce qui génère 650 millions d'euros par an pour le gouvernement.

Le membre indien du bureau, Rajesh Sethi, qui est aussi l'ancien président, a déclaré qu'il ne voyait pas de conflit d'intérêt en l'espèce, puisqu'il siège "à titre personnel". Mais il insista qu'une suspension n'était pas nécessaire, vu que le problème ne concernait qu'un faible pourcentage des projets. Alors qu'en fait les relevés montrent que la majorité des 19 projets HFC-23 ont pu être manipulés. L'Inde héberge 7 projets HFC-23, qui génèrent 111 millions de crédits chaque année, une somme qui excède de loin les revenus du produit HCFC22 principal.

L'ONG CDMWatch a critiqué à de nombreuses reprises le code de conduite du bureau exécutif, qui permet à ses membres de juger par eux mêmes de leurs éventuels conflits d'intérêt. Mme Filzmoser pense que les conflits dont elle a été le témoin mettent à mal la crédibilité du système MDP dans son ensemble

Parmi les soutiens des crédits MDP HFC-23 on trouve de grandes institutions financières comme la deutsche bank, et des compagnies d'électricité comme Endesa et Enel. Les crédits HFC-23 représentent la majorité des compensations utilisées par le système européen ETS, en fait 60 % des crédits rendus. D'après l'ONG Sandbag, 1000 installations en Europe ont eu recours à des crédits douteux pour atteindre leurs objectifs de Kyoto, parce que ces crédits sont moins chers.

La coalition d'ONG écologistes note avec satisfaction que le bureau exécutif a prévu de demander plus de précisions au bureau des méthodologies. Pour Chaim Nissim, les ONG sont satisfaites du lancement officiel d'une enquête sur le sujet. Mais il insiste que sans un arrêt de la méthodologie, cette enquête risque de n'être qu'une procrastination supplémentaire

*Il est choquant de constater que le processus de décision est si fortement influencé par les intérêts politiques et d'affaires de quelques membres du bureau exécutif. La seule solution raisonnable aurait été la suspension des crédits jusqu'à ce que la nouvelle méthodologie entre en vigueur. Le monde ne peut pas se payer le luxe de la corruption dans des affaires aussi vitales" dit Fionnuala Walravens de l'agence d'investigation environnementale

Pour plus de contacts:

Eva Filzmoser, Director of CDM Watch
Tel: +32 499 21 20 81
Email: eva.filzmoser@cdm-watch.org

Fionnuala Walravens, Campaigner at Environmental Investigation Agency
Tel: +44 207 354 7871
Email: fionnualawalravens@eia-international.org

Ends.

Editors Notes

1. Earlier this month, the Methodologies Panel under the CDM Executive Board concluded that many of the claims in the revision request could cause perverse incentives and that further investigation was required. http://cdm.unfccc.int/Panels/meth/meeting/10/044/mp44_an02.pdf

2. The Methodology revision request can be found at
<https://cdm.unfccc.int/methodologies/PAmethodologies/revisions/58215>

3. CDM Methodologies have been suspended in previous situations where the environmental integrity of the CDM was at risk and where a revision of the methodology required more time.

To view more underlying documents, see <http://www.cdm-watch.org/?p=979> .